

DES ÉLUS DE COMBAT

AU PARLEMENT EUROPÉEN



CE QU'IL EST POSSIBLE D'OBTENIR

Le Parlement européen a des prérogatives limitées, voire nulles, dans certains domaines, comme la politique extérieure ou la défense, ou encore la fiscalité :

Les États membres, initiateurs des traités européens, ont veillé à en conserver une totale maîtrise. Par ailleurs, notamment depuis la crise financière de 2008, suivie de la crise de la zone euro, les États les plus riches - au premier rang desquels l'Allemagne, qui se voit comme la principale « créancière de l'Europe » - se sont arrogés, aux côtés de la Banque centrale européenne, de plus en plus de pouvoirs en matière de «gouvernance économique» pouvant aller jusqu'à la mise sous tutelle d'un État dépendant de leur « assistance » financière.

Ces évolutions scandaleuses et révoltantes ont pour effet pervers de faire oublier les prérogatives bien réelles du Parlement européen,

en particulier en matière d'élaboration et d'adoption - ou de rejet - des « directives » ou des « règlements » européens. Rappelons, en effet, que la plupart de ces « lois » européennes auxquelles nous nous heurtons si souvent dans la vie quotidienne n'existent que parce qu'une majorité de parlementaires européens les a adoptées avec ce contenu ! Sans un accord - à la virgule près - entre le Parlement européen et le « Conseil» (les représentants des gouvernements), ce type de directive ne s'appliquerait tout simplement pas !

AU PARLEMENT
EUROPÉEN

SI ...

L'expérience montre à cet égard que, même minoritaires, des parlementaires déterminés à prendre appui sur des mobilisations populaires suffisantes, peuvent remporter des victoires spectaculaires.



Par Francis Wurtz
Député Européen honoraire

Citons quelques succès emblématiques comme la mise en échec du projet de la Commission de casser le statut des dockers (2003 et 2006) ou le rejet du projet de directive visant à légaliser en Europe la pratique américaine des « brevets logiciels » réclamés par les lobbys des multinationales (2005).

Quant à directive sur laquelle se fonde le gouvernement Macron-Philippe pour justifier la « réforme » de la SNCF, elle avait failli - à 24 voix près sur 704 votants ! - être bloquée en décembre 2016 ...

Comme quoi les premiers perdants d'une sous-estimation de l'utilité de députés franchement de gauche au Parlement européen, ce sont les travailleurs et les citoyens en général.

DE L'UTILITÉ DES ÉLUS FRONT DE GAUCHE / PCF AU PARLEMENT EUROPÉEN



Les élus français au sein du groupe de la Gauche Unitaire Européenne Gauche Verte Nordique (GUE-NGL) :

Lors des dernières élections européennes en 2014, nous avons élu 3 député-es sur les listes Front de Gauche : Patrick Le Hyaric, Marie-Christine Vergiat et Jean-Luc Mélenchon. La composante française du groupe a été renforcée par Younous Omarjee, de l'Alliance des Outre-Mers. Ces deux derniers élus ont décidé de se séparer du Front de Gauche pour travailler dans le cadre de la France Insoumise. En juillet 2017, suite à l'élection de Jean-Luc Mélenchon au niveau national, Marie-Pierre Vieu devient députée européenne.

Au niveau européen, le groupe ressort renforcé de ces dernières élections avec 52 députés de 14 pays différents et 19 délégations.


Il accueille ainsi de nouvelles forces politiques à l'image de *Podemos* (Espagne), de *l'Altra Europa con Tsipras* (Italie), *Bildu* (Pays-Basque) ou du *parti des animaux* (Allemagne et Pays-Bas) et est présidé par Gabi Zimmer (*Die Linke*). Marqué par son caractère confédéral (c'est-à-dire respectant et protégeant les diversités d'identités de ses membres) le groupe GUE-NGL est le seul groupe du Parlement à lutter constamment, et depuis le début, contre les plans d'austérité, les politiques macroéconomiques et ultra-libérales de l'UE, et à prôner l'idée d'une autre Europe respectueuse des peuples.



LE PARLEMENT EUROPÉEN

Seule institution élue de l'UE, il semble souvent bien éloigné des préoccupations des citoyens, a fortiori pour ceux et celles, qui ont une vision très critique de la construction européenne actuelle. De là à se poser la question de l'intérêt d'avoir des élus à ce niveau, il n'y a qu'un pas, trop vite franchi parfois y compris chez nos camarades.

Pourtant, pendant cette législature, nos élu-e-s se sont efforcé-e-s d'être les plus utiles possible aux combats que nous pouvons mener, aux citoyen-ne-s français-es et européen-ne-s en général. **Ils ont permis d'obtenir des avancées concrètes en termes de travail parlementaire, d'amendements ou de résolutions.**



Plus largement, le rôle de nos élu-e-s tient à quatre piliers principaux et pourrait s'exprimer par les points suivants.

1

Être les porte-paroles du mouvement social et de la gauche de transformation sociale au sein des institutions.

En effet, nos élus, par leur travail au sein du groupe GUE-NGL, portent une autre voix au sein des institutions : une voix profondément anti-austéritaire. Rappelons que la GUE-NGL est le seul groupe à avoir constamment voté contre les plans d'austérités et la casse des services publics et que nos élu-e-s sont au cœur de ces batailles.

2

Construire l'alternative au niveau européen.

Notre présence est indispensable à la consolidation de nos liens au niveau européen avec les différents partis politiques et à l'organisation d'un groupe parlementaire fort et clair sur ses ambitions progressistes. C'est pour nous un moyen de construire une alternative crédible au niveau européen et un moyen de développer des convergences entre les organisations politiques permettant de peser dans le rapport de forces.

3

Pousser les contradictions

Nous le savons, les solutions prônées par les tenants du système néolibéral s'exprimant au Parlement par l'alliance des « grands groupes » (Libéraux, Droite et Sociaux-démocrates), sont non seulement dangereuses pour les populations mais ne permettent pas de répondre aux objectifs qu'ils ont eux-mêmes énoncés.

Le dogme libéral du libre-échange et de la concurrence à tout-va est un échec en termes de sortie de crise d'une part, de poids de l'UE sur la scène Internationale d'autre part, et de débouchés en matière d'emplois, de consommation ou de respect des normes internationales (comme pour l'accueil des migrants) sans parler des défis en termes environnementaux...

Nos élu-e-s sont là pour dénoncer ces politiques et pointer du doigt les contradictions d'un système qui peine de plus en plus à se survivre.

Par exemple, dans la dernière période, les questions d'**évasion et d'optimisation fiscale**, où la Commission, tout en soulevant ces questions face aux divers scandales type Panama Papers (on estime à 1 000 milliards d'euros les pertes pour les États de l'UE), est incapable de faire respecter les règles dont elle s'est elle-même dotée (car il faudrait pour cela sortir de l'institutionnalisation de la concurrence fiscale entre États qui est en grande partie due à l'action de la Commission elle-même).

4

Permettre la diffusion de l'information

Nos élu-e-s sont de véritables **lanceurs d'alertes** sur des politiques qui, bien que semblant éloignées de nos préoccupations, touchent tous les jours notre vie quotidienne. Face à des institutions souvent volontairement opaques tout particulièrement au niveau de la Commission ou du Conseil représentant les Etats Membres, il faut faire connaître les mauvais coups qui se préparent afin de d'organiser la mobilisation.

À cette fin, nos élu-e-s sont d'une part constamment en contact avec les **associations**, les **syndicats**... afin de les prévenir et travailler avec eux sur les dossiers en cours au sein de l'UE. Ils nous permettent également de décrypter le projet européen actuel que ce soit en termes de libre échange (c'est le cas du travail de Patrick Le Hyaric sur le TAFTA et le CETA par exemple), sur les questions de **droits de l'Homme** ou de **migrations** (voir le travail de Marie-Christine Vergiat) ou sur la question des services publics (voir le travail de Marie-Pierre Vieu).

Outre ces quatre rôles que nous pouvons valoriser dans le bilan de nos élu-e-s, il est important ici de parler de méthode de travail. Les communistes et leurs allié-e-s ne se satisfont pas d'une « pseudo démocratie représentative » où une fois élu-e-s, les parlementaires auraient un chèque en blanc pendant 5 ans.

A l'inverse de cette vision, nous avons toujours défendu l'idée **d'élue-e-s de terrain**, proches et utiles aux populations. Cela s'exprime, y compris, au niveau parlementaire par le travail régulier, notamment en termes d'amendements, de résolutions,

de prises de position... avec nos partenaires au niveau national, européen, international. C'est à notre sens cette vision des choses qu'il faudra continuer à porter pour et après les futures élections. **La politique ne peut pas, et ne doit pas se faire sans nous !**

Pour cela, il nous faut des élu-e-s qui nous permettent de nous exprimer, nous mobiliser et de porter haut les couleurs d'une Europe des peuples et de la solidarité en lieu et place de la construction européenne actuelle.

BILAN

DES ÉLU-E-S AU PARLEMENT EUROPÉEN

PATRICK LE HYARIC

Vice-président du groupe de la Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique, Patrick Le Hyaric porte régulièrement en séance et dans les commissions parlementaires le combat contre l'austérité et ses outils européens.

Il a permis d'obtenir la remise en place du **fonds européen d'aide aux plus démunis**, travaillé et obtenu la **pérennisation de la Garantie jeunesse**.

Il a fait voter en début de mandat un rapport demandant une **adoption rapide de la Convention de l'Organisation Internationale du Travail** sur le travail forcé qui avait fait grincer des dents chez les libéraux pour son plaidoyer en faveur des droits du travail. Depuis, le Conseil l'a adopté et 12 pays européens dont la France ont ratifié ce texte.

Sur le dossier du **détachement des travailleurs**, il a défendu une égalité complète de droits entre détachés et locaux. Il a fait avancer par ses amendements et interventions l'inclusion des responsabilités légales aux pratiques des sous-traitants et a proposé la création d'un corps européen d'inspecteurs du travail pour que ces droits soient respectés. La Commission vient d'ailleurs de faire une proposition d'agence européenne du travail qui reprend en partie cette idée.



Il a largement aidé aux **mobilisations contre le grand marché transatlantique (TAFTA)**, contre le traité sur les services (TISA), tout en menant la bataille pour changer des contenus du traité avec le Canada.

En lien avec des **associations et syndicats africains**, il révèle et agit contre le projet de libre-échange entre l'UE et 16 pays d'Afrique de l'Ouest.

Il défend régulièrement le **monde agricole** en interpellant la Commission par le biais de nombreuses questions écrites dénonçant l'ouverture totale des marchés agricoles, leurs conséquences sur les petits paysans et y opposant un système de prix rémunérateurs pour leurs productions.

En tant que membre de la commission d'enquête sur les **Panama Papers**, c'est tout un travail de sensibilisation sur le **rôle des lanceurs d'alerte** qui a été mené, aboutissant à la demande du Parlement de créer un statut spécial les protégeant. Il a fait voter par le Parlement européen (le 11 novembre).

En parallèle de ses activités en commissions parlementaires, il a mené de nombreux combats, comme son initiative « **rendez l'argent aux grecs** » lancée le 12 octobre 2017 en réponse aux profits réalisées par la BCE sur la dette grecque, ou les multiples rencontres organisées avec des syndicalistes au Parlement européen pour y porter leurs combats : **contre le projet de libéralisation du marché de l'énergie, contre la privatisation des barrages**, en soutien aux travailleurs de **Caterpillar**, avec les salariés de **Holiday Inn** et en faisant le lien avec toutes les salariées d'hôtels en Europe.

Le 17 décembre 2014, il a porté et défendu une résolution du Parlement européen adoptée à une large majorité pour la **reconnaissance de la Palestine**, et désormais c'est l'octroi de préférences commerciales aux produits provenant des colonies qui le font intervenir auprès de la Commission pour faire respecter le droit international.

Publications :

Le Pacte des rapaces - Pacte pour l'Euro plus, ÉDITIONS DE L'HUMANITÉ, 2011

« *L'Europe des peuples nous appelle !* » - *Face au péril du nouveau traité européen*, ÉDITIONS DE L'HUMANITÉ, 2012

Dracula contre les peuples - Le Grand Marché Transatlantique, ÉDITIONS DE L'HUMANITÉ, 2013

Le Traité avec le Canada mis à nu - Un décryptage complet du projet de traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, ÉDITIONS DE L'HUMANITÉ, 2016

Et nos frères pourtant... - pour une Europe solidaire avec les réfugiés, ÉDITIONS DE L'HUMANITÉ, 2018

BILAN

DES ÉLU-E-S AU PARLEMENT EUROPÉEN

MARIE- CHRISTINE VERGIAT

Militante des droits de l'Homme depuis 30 ans, durant ce second mandat, Marie-Christine Vergiat a été membre des commissions « libertés civiles », « affaires étrangères », de la sous-commission des « droits de l'Homme » et de la commission spéciale sur le « terrorisme ».

Son action s'est notamment focalisée sur **les enjeux migratoires** et la **défense des droits de l'Homme** en Europe et dans le monde en liens réguliers avec les ONG européennes et internationales.

Elle refuse l'instrumentalisation de ces questions à des fins politiques et le « deux poids, deux mesures » trop souvent à l'œuvre au sein du Parlement européen. Elle se bat pour le **respect des droits des peuples** trop souvent spoliés par les intérêts étrangers qu'ils soient économiques, politiques ou diplomatiques. Dans les nombreuses résolutions qu'elle a portées, elle a insisté et fait adopter des amendements portant en particulier sur la liberté de croire ou ne pas croire, sur les **défenseurs des droits de l'Homme et de l'environnement**, des journalistes et des minorités ainsi que sur la **responsabilité des entreprises européennes dans les at-**



teintes aux droits de l'Homme dans les pays tiers, notamment en termes d'**accaparement des terres**, d'**exploitation des travailleurs** ou de financement des conflits. Elle a notamment été l'auteure d'un rapport du Parlement européen sur « *Les droits de l'Homme et la migration dans les pays tiers* » adopté en octobre 2016 par 339 voix contre 333 et 25 abstentions.

Ce texte analyse les évolutions globales des migrations pour mieux contextualiser les enjeux et lutter contre les fantasmes qui alimentent les peurs avant de proposer des approches acceptables partout dans le monde respectant les droits des migrants quel que soit leur statut.

Elle a poursuivi son engagement pour la **protection des données personnelles** dans le contexte du contrôle renforcé des frontières et de la lutte contre le terrorisme, pour la défense de l'État de droit notamment en **Hongrie** où les dérives autoritaires servent de modèles à un nombre croissant d'États en Europe.

Pour ce qui concerne les **violations des droits de l'Homme** dans le monde, elle s'est mobilisée **contre la répression en Turquie** en tant que coordinatrice du groupe d'amitiés avec le **peuple kurde**, notamment avec nos camarades du HPD, mais aussi dans la **Corne de l'Afrique** et en **Afrique du Nord** et tout particulièrement dans le cadre du soutien continu à la **transition démocratique en Tunisie** et aux **mouvements sociaux au Maroc**, pays où elle se rend régulièrement pour apporter son soutien aux forces progressistes. Elle a notamment porté la candidature de Nasser Zefzafi qui a fait partie des trois finalistes du Prix Sakharov en 2018.

Elle a poursuivi ses actions en faveur de l'**économie sociale et solidaire** comme coprésidente puis coordinatrice de l'inter-groupe consacré à ces questions et a co-organisé deux Forums de l'économie sociale de la GUE - NGL rassemblant des acteurs de toute l'Europe pour promouvoir ces autres formes d'économie.

Elle s'est aussi engagée dans le Progressive caucus et pour le Forum européen de Marseille considérant que le rassemblement des Gauches alternatives est le seul moyen de lutter efficacement en Europe contre la montée des nationalismes, des populismes et des extrêmes droites.

Publications :

Pour une Europe de l'égalité et de la citoyenneté, ÉDITIONS ARCANE 17, 2014

Gauche : ne plus tarder, ouvrage collectif, ÉDITIONS ARCANE 17, 2014

Changer d'Europe, ouvrage collectif, ÉDITIONS DU CROQUANT, 2013

BILAN

DES ÉLU-E-S AU PARLEMENT EUROPÉEN

MARIE- PIERRE VIEU

Députée européenne de la région députée de la région Sud-Ouest depuis juillet 2017, membre de la direction du PCF, Marie-Pierre Vieu est une élue de terrain qui fait le lien entre les luttes locales et les enjeux européens.

Elle siège à la commission budget et également à la commission des transports et du tourisme. Elle est membre de la plateforme de dialogue Union Européenne – Catalogne afin de promouvoir la **démocratie en Espagne** mise à mal ces derniers mois. Elle donne à ses fonctions un marquage résolument anti-austéritaire, social et de défense des services publics. Elle s'investit sur les terrains de l'emploi et de la ré-industrialisation en travaillant le lien avec le mouvement syndical et social.

Issue d'une circonscription rurale, elle suit également les questions de la **PAC** au cœur des évolutions européennes ainsi que de la **viticulture et de la pêche**. Elle multiplie les initiatives au plus proche du terrain consacrant deux jours dans un département de la circonscription grand sud-ouest chaque mois, en plus des divers visites ou débats.

Marie-Pierre Vieu intervient sur les dossiers d'**Alstom** en interpellant la Commission



sur la fusion avec **Siemens**, et en se déplaçant à diverses initiatives locales. Elle a fait plusieurs interventions contre les plans sociaux et aide à l'élaboration d'**alternatives industrielles** notamment via les questions d'**économie sociale et solidaire (ESS)**. Suite à sa visite au port de Sète, elle intervient au Parlement européen sur le devenir de **Saipol** en concurrence avec une entreprise argentine.

Très investie, sur les questions des services publics, elle défend lors de ses déplacements et par son travail en commission parlementaire un **service public national du rail** et se réunit régulièrement avec les syndicats des transports. Elle travaille actuellement sur les questions des **travailleurs détachés** sur les routes et a permis grâce à une large mobilisation le rejet du « *paquet mobilité* » visant à instaurer des conditions de travail encore plus dures pour les routiers en juillet 2018.

Elle a organisé le 24 mars 2018 une grande initiative à Montpellier sur les questions du rail, de la route et des transports aériens. Elle soutient la lutte **contre la concession des barrages hydrauliques** et a interpellé le Ministre Nicolas Hulot en la matière. Elle est présente dans différentes initiatives contre le démantèlement des services scolaires, carcéraux et de la libéralisation de la poste.

À partir de ces premières expériences, Marie-Pierre Vieu a décidé de prendre plusieurs initiatives futures comme une nouvelle conférence sur les transports dans le nord de la France au deuxième semestre 2018 permettant d'amplifier les mobilisations et résister au **dumping social** en lien avec nos partenaires européens. Elle entend proposer un audit des directives de libéralisation dans les secteurs du rail, de l'électricité et de la Poste dans 4-5 pays européens.

Elle a commandé un rapport sur la **sécurité alimentaire**, pour établir un diagnostic des besoins agricoles et dégager des pistes de propositions sur la réorientation de la PAC en lien avec la transition écologique. Marie-Pierre Vieu entend aussi être volontariste sur les questions de nouvelles ressources pour l'UE, pour la mise en place d'une **taxe sur les transactions financières** et un impôt écologiste juste.

Publications :

Bruxelles ne répond plus, ÉDITIONS ARCANE 17, 2018

Gauche : ne plus tarder, ouvrage collectif, ÉDITIONS ARCANE 17, 2014

LE MANDAT EN 10 VOTES CLÉS

CHEMINOTS
USAGERS
SOLIDARITE

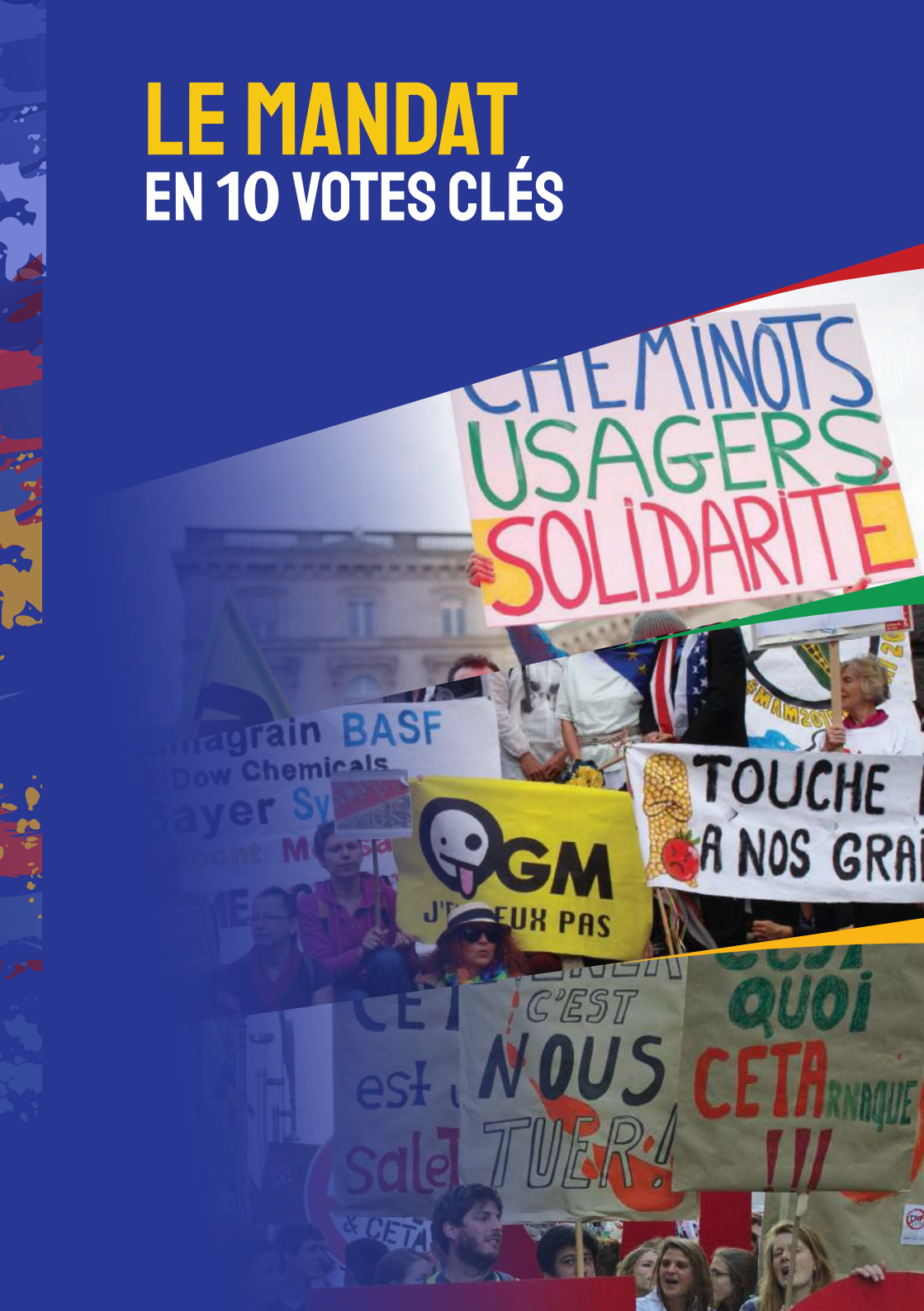
Grain BASF
Dow Chemicals
Bayer Syngenta
Monsanto

GM
J'Y VEUX PAS

TOUCHE
A NOS GRAINS

C'EST
NOUS
TUER!

QUOI
CETA



1

Revenir sur l'interdiction des OGM

Du fait du blocage au Conseil sur la question de l'autorisation ou interdiction systématique des OGM, ce texte visait à conférer davantage de liberté aux États membres pour décider s'ils veulent ou non cultiver des OGM sur leur territoire. Ce texte n'autorise pas les pays à invoquer des raisons liées à l'incidence des OGM sur l'environnement pour justifier les interdictions nationales et ne peuvent pas invoquer le principe de précaution.

POUR

 Les républicains

 UDI
MODEM

 Parti
Socialiste

CONTRE

 PCF
Front de Gauche

 Europe écologie
Les Verts

 Front
National



LE MANDAT

EN 10 VOTES CLÉS

2

Les accords de libres échanges avec le Canada et les États-Unis

Nous rejetons tous les accords de libre-échanges et notamment ceux avec les États-Unis et le Canada qui mettront à mal les droits de douane, harmoniseront les règles sanitaires, environnementales et feront la part encore plus belle aux multinationales. Nous prôtons au contraire une nouvelle politique de coopération et de développement mutuel en lieu et place de la politique commerciale actuelle.

Résolution TTIP ou TAFTA

08/07/2015

Rapport qui soutient les négociations sur l'accord transatlantique


POUR

 Les républicains

CONTRE

 PCF
Front de Gauche

 Europe écologie
Les Verts

 Front
National

 Parti
Socialiste

ABSTENTION

 UDI
MODEM

Résolution TISA : accord sur les services 03/02/2016

Cousin du TTIP cet accord sur les services est très favorable aux multinationales. Il prône la dérégulation, il tend à saper les États et attaquer les PME, et s'attaque aux droits sociaux. Maigre avancée par rapport à l'accord ACTA rejeté en 2012 par le Parlement : il exclut la question des droits d'auteurs de l'accord.

POUR	CONTRE
 Les républicains	 PCF Front de Gauche
 UDI MODEM	 Europe écologie Les Verts
 Parti Socialiste	 Front National

L'accord avec le Canada : le CETA

Ce rapport a donné lieu à une grande mobilisation contre le CETA de la part des associations, syndicats...

POUR	CONTRE	ABSTENTION
 Une partie des républicains	 PCF Front de Gauche	 UDI MODEM
	 Europe écologie Les Verts	 Une partie des républicains
	 Front National	
	 Parti Socialiste	

LE MANDAT

EN 10 VOTES CLÉS

3

Fichier PNR : l'utilisation des données personnelles des passagers - 14/04/2016

Ce texte très problématique permet d'étendre le fichage des passagers aériens et pose de nombreux problèmes de respect des droits fondamentaux, contre le fichage généralisé. Il était présenté comme un outil indispensable de la lutte antiterroriste suite aux attentats de 2015.

POUR

 Les républicains

 UDI
MODEM

 Parti Socialiste

CONTRE

 PCF
Front de Gauche

 Europe écologie
Les Verts

 Front National



4

Le 4ème paquet ferroviaire : qui sert aujourd'hui de base pour détruire le service public du rail - 14/12/2016

Notre groupe GUE-NGL a déposé des motions de rejet sur chacun des 6 textes du paquet ferroviaire portant sur la libéralisation totale d'ici à décembre 2022 du trafic passager. Une opposition forte et une voix unie avec les syndicats qui décrivent unanimement cet accord. Nous avons voté contre tous les textes du paquet affirmant ainsi notre position ferme contre la libéralisation du rail contrairement aux socialistes qui n'ont pas voté la motion de rejet sur l'espace ferroviaire unique.

Motion de rejet Services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer

POUR LE REJET	CONTRE
 PCF Front de Gauche	 Les républicains
 Europe écologie Les Verts	 UDI MODEM
 Front National	
 Parti Socialiste	

Motion de rejet Espace ferroviaire unique européen

POUR LE REJET	CONTRE
 PCF Front de Gauche	 Les républicains
 Europe écologie Les Verts	 Parti Socialiste
 Front National	

LE MANDAT

EN 10 VOTES CLÉS

5

Politique de cohésion de l'Union pour l'après-2020

Il s'agit d'une des victoires sur le fond que nous avons obtenues : avec l'adoption de notre amendement s'opposant aux conditions macroéconomiques c'est-à-dire à conditionner les aides à la mise en place de politique d'austérité. Ce rapport se dit par ailleurs « fermement opposé à tout scénario pour l'UE-27 à l'horizon 2025, tel que contenu dans le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, qui réduirait les efforts de l'Union européenne concernant la politique de cohésion ».

POUR



PCF
Front de Gauche



Europe écologie
Les Verts



Parti
Socialiste

CONTRE



UDI
MODEM



Front
National

ABSTENTION




Les
républicains

6

Les budgets annuels : le cœur des politiques de l'UE

Vote annuel concernant le budget, c'est-à-dire la traduction comptable des grandes orientations politiques européennes. Année après année, nous sommes les seuls à n'avoir jamais soutenu les politiques de l'UE notamment le renforcement du budget de la défense et les cures d'austérité.

Budget 2016 :

POUR	CONTRE
 Les républicains	 PCF Front de Gauche
 UDI MODEM	 Front National
 Parti Socialiste	
 Europe écologie Les Verts	

Budget 2017 :

POUR	CONTRE
 Les républicains	 PCF Front de Gauche
 UDI MODEM	 Europe écologie Les Verts
 Parti Socialiste	 Front National

Budget 2018 :

POUR	CONTRE	ABSTENTION
 Les républicains	 PCF Front de Gauche	 Parti Socialiste
 UDI MODEM	 Front National	 Europe écologie Les Verts

LE MANDAT

EN 10 VOTES CLÉS

7

Rapports annuels sur l'Union Bancaire






On touche ici au cœur de la politique monétaire de l'Union Européenne soit une BCE au service de la lutte contre l'inflation et du sauvetage des banques alors qu'elle devrait être au service des peuples et de l'emploi.



Rapport 2015 (voté en mars 2016) :

POUR	CONTRE
 Les républicains	 PCF Front de Gauche
 UDI MODEM	
 Parti Socialiste	
 Europe écologie Les Verts	

Rapport 2016 (voté en février 2017) :

POUR	CONTRE
 Les républicains	 PCF Front de Gauche
 UDI MODEM	
 Parti Socialiste	
 Europe écologie Les Verts	

Rapport 2017 (voté en mars 2018) :

POUR	CONTRE
 Les républicains	 PCF Front de Gauche
 UDI MODEM	
 Parti Socialiste	
 Europe écologie Les Verts	

LE MANDAT

EN 10 VOTES CLÉS

8

Le paquet « frontières intelligentes » : encore plus d'Europe forteresse !

Ce paquet législatif constitue une des pierres angulaires de la construction d'une Europe forteresse, sous prétexte de lutte contre « l'immigration irrégulière » et contre « le terrorisme ». Ce programme, renforce une gestion répressive des migrations au détriment d'un accueil décent et du développement local que celui-ci pourrait générer. Il s'agit ici notamment du fichage massif des citoyens des pays tiers, portant atteinte aux droits fondamentaux notamment celui à la protection des données et à la vie privée. Au moment où l'UE externalise ses frontières et entend construire des centres de rétention dans des pays comme la Libye mis à feu et à sang par les bombardements, nous prôtons une Europe de paix, solidaire et humaine.










Modification du code frontières Schengen en ce qui concerne l'utilisation du système d'entrée/sortie 25/10/2017

Il s'agit ici de mise en place d'un système d'enregistrement et de stockage de données biométriques et des informations sur l'entrée et la sortie (ou le refus d'entrée) des ressortissants de pays tiers, afin de générer des alertes aux États Membres pour les expulser plus facilement.

POUR	CONTRE
 Les républicains	 PCF Front de Gauche
 UDI MODEM	 Europe écologie Les Verts
 Parti Socialiste	

La création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS)

Il s'agit de nouvelles conditions d'entrée dans l'espace Schengen pour tous les ressortissants de pays tiers qui n'ont normalement pas besoin de visas pour entrer sur le sol européen. Cela s'appliquera également aux réfugiés, aux apatrides et aux personnes ayant de la famille au sein de l'UE.

POUR	CONTRE
 Les républicains	 PCF Front de Gauche
 UDI MODEM	 Europe écologie Les Verts
 La majorité des socialistes	 Quelques députés socialistes
 Front National	

LE MANDAT

EN 10 VOTES CLÉS

9

Europe de la défense : vers plus de militarisation et d'intégration à l'OTAN

Cette législature a été marquée par la volonté d'accélérer la mise en œuvre de « l'Europe de la défense » voulu par la majorité au Parlement, y compris les socialistes... Il s'agit d'une plus grande part du budget à la militarisation et plus d'intégration à l'OTAN. Le programme de défense européenne, coûtera 500 millions par an pendant 2 ans et 1 milliard par an pour les 7 années suivantes. A l'inverse de cette vision belliciste, nous prônons une Europe de la paix, un désarmement global. Nous voulons rediriger le budget alloué à la défense dans les services publics, la ré industrialisation et le développement économique et social.



Mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune. - 23/10/2016

Suite au discours de Jean-Claude Juncker de septembre 2016 demandant la création d'un quartier général européen de la défense pour communautariser les ressources militaires, le parlement adopte cette résolution. Celle-ci préconise de consacrer 2% du PIB à la défense et de s'appuyer largement sur une plus grande intégration à l'OTAN et sur la collaboration (alignement) avec les États-Unis.

POUR	CONTRE
 Les républicains	 PCF Front de Gauche
 UDI MODEM	 Europe écologie Les Verts
 Parti Socialiste	 Front National

Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense - 03/07/2018

Le rapport préconise une militarisation accrue de l'Union Européenne, subventionnant l'autonomie militaire et stratégique via des investissements renforcés dans la recherche militaire et l'équipement. Le rapport préconise en outre une coopération accrue entre l'UE et l'OTAN. Il s'intègre au programme global de défense européenne.

POUR	CONTRE
 Les républicains	 PCF Front de Gauche
 UDI MODEM	 Europe écologie Les Verts
 Parti Socialiste	 Front National

LE MANDAT

EN 10 VOTES CLÉS

10

Le 3^{ème} paquet mobilité : dumping social et exploitation sur la route 04/07/2018

Ce paquet est celui de la libéralisation du secteur routier européen. Les trois textes principaux touchent à trois aspects fondateurs du travail sur route : le temps de travail et de repos, le détachement des travailleurs de la route et le cabotage. Ces textes proposaient une libéralisation du temps de travail sur 4 semaines mais également l'exclusion totale du transport international du statut de détachement. Grâce à une mobilisation importante des syndicats de routiers et des députés PCF/ Front de gauche, nous avons réussi non seulement à refuser les mandats de négociation lors de la plénière, mais également à rejeter les trois textes et à les envoyer en commission Transports pour un réexamen.



Détachement des travailleurs routiers

POUR

Député des pays
de l'est de l'Europe

CONTRE



PCF
Front de Gauche



Europe écologie
Les Verts



Front
National



Les
républicains



UDI
MODEM



Parti
Socialiste

Temps de travail et de repos

POUR

Député des pays
de l'est de l'Europe



UDI
MODEM

CONTRE



PCF
Front de Gauche



Europe écologie
Les Verts



Front
National



Les
républicains



Parti
Socialiste

Cabotage

POUR



UDI
MODEM

CONTRE



PCF
Front de Gauche



Europe écologie
Les Verts



Front
National



Les
républicains



Parti
Socialiste



Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique
European United Left/Nordic Green Left
Groupe Parlementaire - Parliamentary Group
PARLEMENT EUROPÉEN - EUROPEAN PARLIAMENT
www.guengl.eu